

L'Europe de l'entre-deux : Nouvelles agricultures, nouveaux agriculteurs

Violette REY

Centre Géophile

Ecole Normale Supérieure de Fontenay-St Cloud, France

avec la collaboration de

Katalin KOVACS

Centre d'Etudes régionales

Académie des Sciences de Hongrie

Résumé

L'état des lieux sur la transition postsocialiste des agricultures après 7 ans révèle une forte différenciation régionale et surtout nationale de trajectoires de sortie du collectivisme. Les deux héritages du collectivisme et des structures agraires antérieures à la Seconde Guerre interviennent de façon complexe. L'importance d'un ensemble hétérogène de néocoopérateurs face aux divers paysans et entrepreneurs individuels se rapprochant des modèles occidentaux souligne la dimension "d'entre-deux" de cette partie de l'Europe agricole.

Summary

Seven years into the post-socialist transition in agriculture reveals a strong regional and above all, national differentiation in the path taken to exit collectivism. The two traditions, collectivist and those preceding World War II, interact in a complex fashion. The heterogeneity of this ensemble of neo-cooperators, various peasant and entrepreneurs approaching the western models emphasize the "between the two" characteristic of this part of agricultural Europe.

Mots-clés : agriculture, Europe Centre-Orientale, transition postsocialiste

Key-words : agriculture, East-central Europe, post-socialist transition

Où plus qu'en cette Europe sise entre l'Union Européenne et la CEI, les mutations dans les campagnes sont-elles plus fortes en cette dernière décennie du XXe siècle ? Sur un fond de crise postsocialiste partagée par toute l'aire qui fut d'obédience soviétique, les changements fonctionnels et structurels prennent beaucoup d'ampleur : le système antérieur était moins consolidé parce qu'il avait duré moins longtemps; la proximité de l'Europe occidentale et le maintien d'un certain accès à l'information de ce qui se passait à l'ouest a permis la formulation de solutions alternatives. En outre ces ruptures s'inscrivent en des lieux dont les sociétés ont subi, depuis le début du siècle, d'autres secousses majeures - organisation en Etats nationaux, réformes agraires des années 20, collectivisation et soviétisation après 1945; la récurrence de tels bouleversements pèse sur celui en cours.

De la mer Baltique à la mer Noire et à la mer Adriatique, la réelle *diversité* de nature géographique et de trajectoire culturelle et historique n'avait pas été gommée par le socialisme, lequel avait dû en tenir compte en reconnaissant par exemple le maintien des paysanneries non collectivisées en Pologne et en Yougoslavie. Toutefois cette diversité fut fortement gauchie par quelques règles communes du socialisme, comme le manifestent ces paysages aux parcelles immenses et aux bâtiments agricoles géants. L'actuelle transition opère un nouveau démantèlement; fondée sur des mécanismes communs et porteuse de nouvelles règles générales d'organisation, ses conditions d'application sont toujours particulières et refaçonnent tant l'héritage socialiste lui-même que de la diversité antérieure. La différence dans les trajectoires de sortie du socialisme épouse comme un leitmotiv la distinction

entre les deux aires culturelles de l'Europe centrale et de l'Europe balkanique, et s'inscrit dans la singularité d'évolution propre à chaque système national.

Dans ce processus très complexe de la transition, les campagnes représentent un *noeud de tension spécifique*. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le monde paysan très majoritaire a constitué la composante essentielle, parfois presque exclusive, de l'univers social de chaque Etat, son assise identitaire, son référent politique. Ce sont donc les structures paysannes profondes que le volontarisme socialiste a bouleversé, alors qu'il a majoritairement créé *ex nihilo* l'univers industriel et urbain (sauf en Saxe et en Bohême). Dès la chute du système socialiste, la question s'est posée de savoir si ce qui fut antérieurement l'âme de ces sociétés, reprendrait forme et contenu. Car entre-temps, dans l'aventure socialiste la métamorphose sociale a été très profonde; le monde paysan est partout (ou presque) devenu minoritaire, les campagnes subordonnées aux villes et à l'économie globale. Toutefois, les questions concrètes de la modernité, qu'à sa manière le système socialiste avait voulu résoudre en subordonnant la vie rurale à la collectivisation agricole, sont toujours présentes dans les campagnes postsocialistes.

En 1997 un état des lieux est possible; au premier temps des effondrements (1990-1994) a succédé une stabilisation relative où, malgré aléas et retournements brusques, se dessinent certaines tendances et certaines reconfigurations. En outre de nombreux travaux à micro ou macro échelle, fournissent le matériau d'une réflexion à portée plus générale et théorique sur ce qu'il est convenu de nommer *transition*, terme ambivalent et ambigu mais d'usage généralisé. On peut la qualifier comme le passage d'un univers à principe égalitaire et volontairement isolé, où le contrôle étatique par l'agent du Parti avait la priorité, à un univers ouvert où l'économie de marché et les principes de la démocratie politique occidentale sont les nouveaux horizons de valeur, brusquement admis sinon désirés. Nourrie par une discutabile idéologie du retour à l'avant socialisme et de "fermeture de la parenthèse", la transition est spatialement très différenciée et révèle la force des composantes géographiques constitutives du changement de rapports sociaux à l'oeuvre.

1989 n'avait pas été prévu et préparé : l'implosion du système a mis en concomitance perturbations fonctionnelles et structurelles, décisions d'actions d'adaptation et élaboration de politiques et de modèles alternatifs. De nouvelles agricultures se dessinent, sous la pression d'une logique productiviste de type capitaliste : le vent d'ouest souffle. Mais de nouveaux

intervenants de l'agriculture apparaissent aussi, où cohabitent entrepreneurs, paysans et plus encore un ensemble hétérogène de néocoopérateurs d'un genre inédit témoignant des empreintes sociales léguées par l'ancien système : le vent d'est conserve de son souffle. Par cette métaphore des deux vents nous voulons souligner la force d'une composante spatiale *d'entre-deux* qui caractérise et individualise cette partie de l'Europe agraire.

I. QUAND EFFICACITE DEVIENT SYNONYME DE MARGINALISATION ?

Le terme de crise est faible pour décrire l'ampleur de la double chute des productions et des emplois agricoles, quasi immédiate et provoquée par la rupture systémique du passage de l'économie planifiée à l'économie de marché et par le renversement d'attitude de l'Etat qui "s'en va". Toutefois l'ampleur de la chute n'a pas entraîné les crises alimentaires que l'on aurait pu craindre; et le défi de la sortie de crise pour les agricultures est-européennes est de constituer des structures aptes à s'articuler à l'Union européenne (leitmotiv du "retour") et à se glisser dans un système agroalimentaire de plus en plus mondialisé.

A. La mesure de la crise agricole selon les pays

La crise est aussitôt patente au niveau des produits, comme contrecoup à l'ouverture internationale : les exportations déclinent, les importations explosent et le solde devient négatif, à l'exception de la Hongrie dont la recette diminue beaucoup jusqu'en 1994. Cela se répercute sur le système productif : partout les productions chutent, davantage dans les secteurs d'élevage que de céréales; partout les emplois s'effondrent (ex.: RDA : de 861 à 164 000 emplois entre 1990-94, République Tchéque de 500 000 à moins de 250 000 entre 1990-95, Hongrie de 863 000 à 298 000 entre 1990-96, et à l'inverse de 3,05 à 3,19 millions entre 1990-95 en Roumanie), en quelques années des centaines de milliers d'actifs quittent l'agriculture pour la retraite, d'autres activités de commerce et service ...ou le chômage. La dynamique des cinq premières années de transition selon les pays peut être ainsi résumée. En République Tchéque, en Slovaquie, en Estonie et Lettonie le secteur agricole poursuit son déclin et accentue sa marginalité pour tous les critères; le phénomène est comparable en Allemagne orientale. La Hongrie s'efforce (et réussit en partie) de conserver son atout agricole au sein d'une économie générale très peu dotée en autres facteurs naturels de production (peu de ressources primaires) : d'où la part du secteur dans le PNB (20%

agroalimentaire inclus) en croissance malgré le recul global des productions agricoles, d'où l'importance aussi du commerce agricole (le quart des échanges totaux) avec le maintien d'un solde commercial positif quoiqu'en fort recul. La Bulgarie, dans une situation voisine quant au potentiel de l'agriculture comparé aux autres ressources, gît dans un marasme profond; en 1996, par suite d'opérations douteuses, les silos sont vides et momentanément les queues pour obtenir un pain rarissime sont apparues jusque dans la capitale. La Roumanie et l'Albanie, à deux degrés différents, réagissent d'une autre façon : par un brusque renforcement de leur secteur agricole; il y a maintien voire augmentation des quantités produites... et du

nombre de bras agricoles, donc sans sérieux gain de productivité; l'étau des exportations forcées ayant disparu et les importations ouvertes (y compris sous forme d'aide alimentaire pour l'Albanie), il s'ensuit que le solde de positif est devenu négatif, avec un endettement agroalimentaire qui reprend. En Pologne la crise de l'agriculture est présente : une crise structurelle de basse productivité du travail, puisqu'avec le quart des actifs dans l'agriculture, celle-ci ne couvre que 6% du PNB; une crise d'écoulement des produits et d'ajustement aux marchés internationaux qui a déjà conduit à une réduction des productions tout en augmentant un peu les exportations et beaucoup les importations.

Tableau 1 : Place de l'agriculture selon les pays

	Nb de ruraux (millions)	% de ruraux dans pop. totale	% actifs agricoles dans actifs totaux	% agriculture dans PIB
Autriche	3,64	45%	7%	2%
Allemagne	11,60	14%	1%	1%
Estonie	0,13	27%	9%	8%
Lettonie	0,37	27%	15%	15%
Lituanie	1,07	29%	21%	21%
Pologne	13,7	36%	26%	7%
Roumanie	10,4	46%	33%	21%
Hongrie	3,6	36%	9%	9%
Slovaquie	2,2	42%	12%	7%
R. Tchèque	3,0	30%	7%	5%

En filigrane de cette esquisse apparaît l'inégal stress politique dans lequel se trouvait chaque Etat à cette date et s'impose la différenciation selon le niveau de développement matériel et la place encore tenue par le monde des campagnes en 1989. Or, il s'avère que de ce *poids relatif du monde des campagnes* dépend en majeure partie le cheminement de la transition.

B. Les mécanismes de la récession

La mutation macroéconomique n'a pas de transition; c'est de façon instantanée que partout l'on passe d'un système de pseudo-prix à un système de prix fondé sur la loi de l'offre/demande et sur la concurrence entre entreprises. Brutalement s'ouvre le *ciseau des prix*, révélant les distorsions entre les coûts de production et les prix de vente, et provoquant successivement surproduction puis chute des productions.

Premier mécanisme, la libération des prix décidée dans chaque pays porte sur l'énergie, les produits

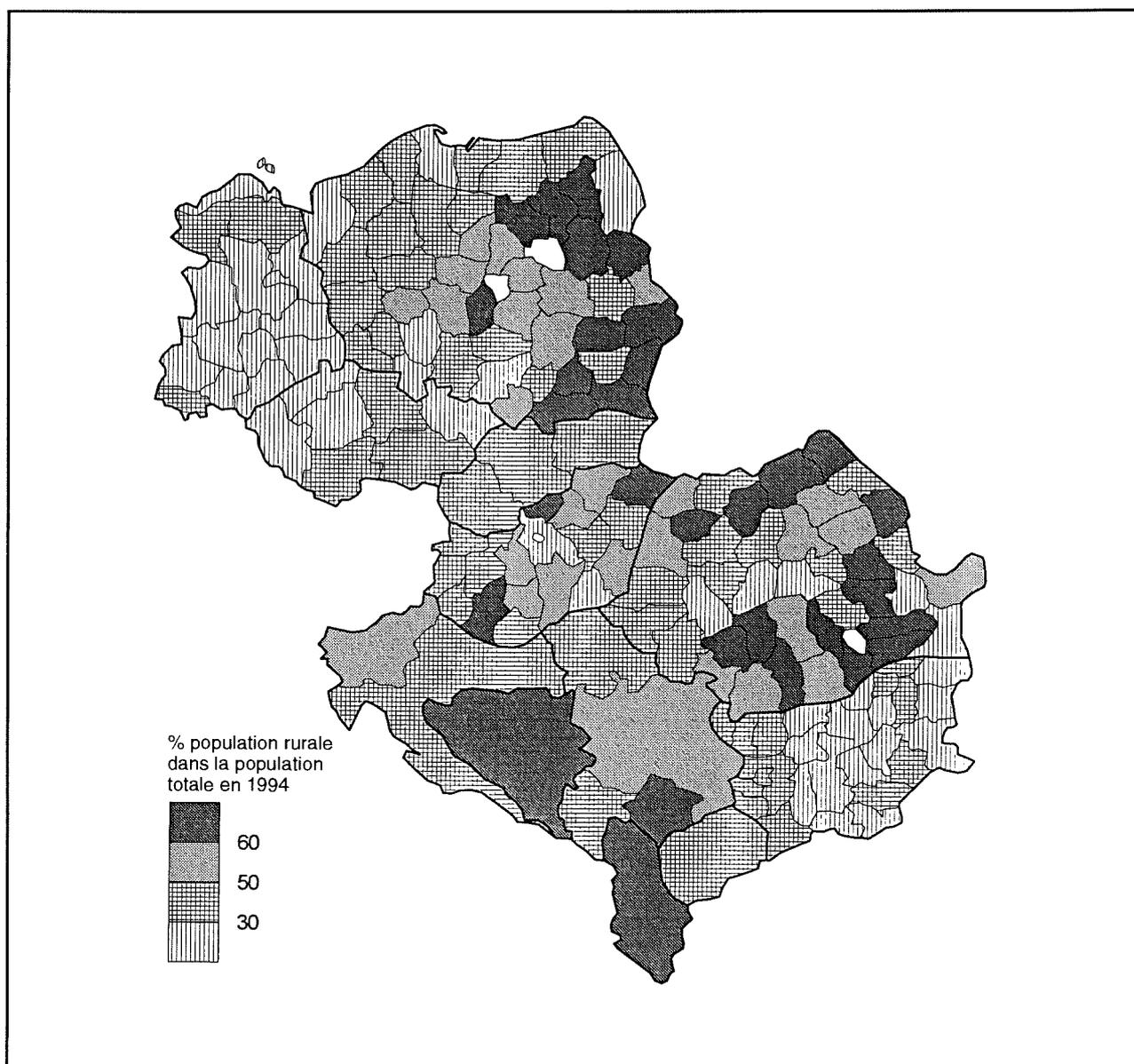
fabriqués et les services mais est retardée pour les prix agricoles : aussitôt les coûts de production explosent parce qu'on ne peut limiter la consommation de tous les intrants (l'équivalent d'un litre de lait pour un litre de fuel avant 1989 devient trois litres pour un, Tchécoslovaquie 1992). Très vite *plus on produit plus on perd de l'argent*, tandis que les investissements deviennent rares et onéreux à travers des emprunts bancaires chers.

Deuxième mécanisme, *la consommation alimentaire chute* (un tiers pour l'année 1991 en Tchécoslovaquie), d'autant que parallèlement l'ouverture des frontières apporte de nouveaux aliments d'Europe occidentale, de conditionnement attractif, qui concurrencent les produits locaux, à tel point qu'après quelques mois les Etats en viennent à prendre quelques dispositions protectrices, sous forme de taxes d'importation pour éviter la déroute. Cette chute de la consommation interne ajoutée à la disparition des exportations en direction des pays frères du CAEM (dissous en 1991)

et surtout d'URSS provoque des situations excédentaires de surproduction inconnues jusqu'alors, puisque l'Etat reprenait toujours la production.

Troisième mécanisme, celui de *l'ajustement récessif* les unités agricoles diminuent les consommations d'engrais, laissent des terres en *friches*, réduisent leurs productions dont les chutes sont plus ou moins spectaculaires.

Cette crise agricole engendrée par le changement de système est le révélateur des dysfonctionnements qui minaient le mode socialiste de production : d'une part avec des rendements faibles (en travail : un actif pour 5 ha en Bohême); de l'autre avec l'énormité des coûts de soutien, même aux agriculteurs apparemment performantes, comme celles de Hongrie, Tchécoslovaquie ou RDA. Outre diverses aides directes, l'économie administrée assurait surtout



d'énormes transferts par les subventions indirectes que représentaient les très bas prix alimentaires et des

intrants, transferts devenus insoutenables et facteurs de paupérisation macroéconomique.

C. La débandade des élevages et les débuts de reconversion d'utilisation du sol

Phénomène le plus spectaculaire du début de la transition, la crise des productions dessine les premiers traits d'une restructuration des modes d'utilisation du sol et des systèmes de production.

Sous le système socialiste, la forte progression des élevages, en particulier des élevages bovins, avait eu une double valeur symbolique : d'une part elle exprimait un progrès des régimes alimentaires parce que la part carnée après guerre y était particulièrement faible; de l'autre elle exprimait la fierté d'une agriculture industrielle fondée sur des étables géantes (plus de 1000 têtes) où les cheptels étaient engraisés par une alimentation à base de céréales (et parfois de céréales fourragères importées, comme pour la Lituanie dépendante des fourrages russes).

Ventes paniques d'animaux, abattages spectaculaires, grandes étables vidées d'Europe centrale ont eu leur répercussion jusque dans l'UE en 1991-92 par afflux **de viande et perturbation des prix** intracommunautaires. Cette décapitalisation quasi instantanée des cheptels a montré la fragilité de ce système d'élevage coûteux, fondé sur l'extension des terres labourables aux dépens des herbages et employant de gros effectifs de main-d'oeuvre. Ayant aussi touché la Pologne où l'élevage est émietté dans les fermes individuelles, ce phénomène a fait apparaître la paupérisation en cours de la population et la chute de la consommation de lait et de viande (produits chers).

Cette crise est typique d'une situation de *pénurie de capitaux* car les gros cheptels exigent de grosses immobilisations financières, et ils sont donc les premiers touchés par la raréfaction du capital. D'ailleurs la présence ou non d'élevages dans les nouvelles catégories d'exploitations issues de la décollectivisation (cf. infra) est fort révélatrice : l'élevage reste à la charge des grandes unités néocoopératives qui avaient les équipements et le personnel, tandis que les nouvelles entreprises individuelles jouent la carte des céréales et des plantes oléagineuses, qui minimisent et la main-d'oeuvre et la rotation lente des capitaux. Tandis que les effectifs bovins chutent, les rendements progressent et on assiste au passage d'un système "productiste" (où seules comptent les quantités absolues) à un système productiviste, soucieux d'efficacité économique (de 3900 à 4100 l/vache en République Tchèque, de 4200

à 5200 l/vache en Allemagne orientale entre 89 et 94).

L'amorce de nouveaux systèmes de production et d'utilisation du sol, à dominante végétale plus qu'animale, a deux types d'incidences. Dans la géographie des productions agricoles européennes l'Europe centre-orientale redevient zone de productions céréalières, tandis que le coeur nord-occidental conserve les grands bassins laitiers et à viande. A l'échelle régionale se *redessine une géographie agricole plus adaptée aux conditions naturelles et un timide retour des rentes différentielles de fertilité et d'aptitudes agronomiques*. Cela est déjà très visible en **Allemagne orientale** et en **pays Tchèque**. La réduction des troupeaux s'accompagne de nouvelles localisations des zones d'élevage dans les régions de collines et de moyennes montagnes, avec reprise d'une alimentation sur l'herbe; ainsi la carte tchèque de l'élevage bovin actuel est-elle voisine de celle de 1930, dans ses lieux dominants comme dans les niveaux de densité de bétail à l'ha (Zrinscak 1997).

"A quelque chose malheur est bon", selon le dicton paysan. La chute des productions est l'amorce d'une réorganisation des systèmes de cultures et d'élevages moins préjudiciable à l'environnement. Même si les troupeaux néocoopératifs sont encore de grande taille, ce n'est plus le gigantisme antérieur avec les extrêmes concentrations des pollutions. Le coût des engrais en modère la consommation souvent inconsidérée (baisse de deux tiers en Moravie). La *crise de pollution agricole de l'environnement* pour cause d'agriculture inconséquente, que certains spécialistes agronomes et écologistes dénonçaient vigoureusement dans les instances scientifiques, est stoppée. La réparation de certains dégâts commence, avec les premières lois agro-environnementales.

Deux pays - **la Roumanie** et **l'Albanie** - font franchement exception à cette nouvelle orientation et enregistrent une progression de leurs cheptels. Leur sortie du socialisme et leur transition obéit à une tout autre logique, où l'emporte l'économie agricole familiale plus ou moins autarcique, dans laquelle il y a retour à une polyculture avec élevage de quelques têtes de bétail, valorisant la diversité des terres et des prés récupérés, et valorisant à la marge le potentiel de travail de chaque maisonnée. Plus encore, la remontée des petits troupeaux privés a une valeur symbolique : elle témoigne de la fin de l'ancien système honni, qui dans les deux pays s'était attaché à liquider le bétail individuel, synonyme de survie de l'autonomie paysanne et de sa résistance au régime.

D. L'ouverture internationale : avantages comparatifs ou illusoire compétitivité ?

La rupture systémique de 1989-1990 a mis *face à face les deux types d'agriculture* - étatique et libérale - dans un contexte global marqué par la pression à la baisse des productions et des prix à cause de l'engorgement des marchés. Soit un *double défi*. Du côté centre-oriental, comment passer brutalement de la recherche d'un rendement physique de la terre maximal pour accroître les volumes des productions à un système marqué à l'inverse par la recherche d'un rendement maximal du travail et surtout des capitaux et *comment se glisser dans un système agroalimentaire européen aux normes strictes et accéder aux marchés mondiaux*. Du côté de l'Union européenne comment poursuivre la politique agricole commune en soutenant les producteurs et non les produits² et *comment ne pas se laisser doubler par les éventuelles réserves de productivité des agricultures orientales passé le moment de crise initiale de la mutation*. Dans les deux cas, la puissance publique se profile à l'arrière plan, avec son rôle de régulateur entre producteurs et consommateurs, entre marchés intérieurs et extérieurs. Or dans la logique d'ouverture libérale, l'Etat postsocialiste a quasi disparu de la sphère économique agricole, ce qui a donné champ libre à l'invasion des excédents occidentaux, au moment où se fermaient les marchés soviétiques, en particulier pour les productions spécialisées des vignobles, des vergers, des cultures maraîchères et florales.

1. Dévalorisation des cultures spécialisées

En Hongrie, les vignobles récents de la région des dunes entre Danube et Tisza et les vergers du Nord Est; en Bulgarie, les zones de serres de la vallée de la Maritsa; en Albanie, les orangeries du littoral méridional; en Pologne, la ceinture floricole autour de Varsovie... l'extension de ces cultures avait beaucoup progressé dans les années 70, dans cette décennie faste durant laquelle l'URSS devenait de plus en plus demandeur de produits alimentaires variés tout en étant peu exigeante sur leurs qualités. La fermeture du marché soviétique, devenu incertain à la fin des années 80, a mis les régions spécialisées dans cette exportation dans une situation très délicate. Les marchés intérieurs ne peuvent absorber leurs produits. L'écoulement à l'étranger est très difficile pour deux raisons internes, en sus de la concurrence déjà forte sur les marchés internationaux : ces produits sont des produits médiocres (cépages ordinaires à haut rendement); ces produits étaient souvent mis en

conserve, mais les chaînes de conditionnement et de présentation ne sont pas du tout adaptées aux normes d'exportation hors du monde soviétique. Résultat : les rayonnages des magasins alimentaires sont envahis de produits de toute provenance étrangère (Moyen Orient et Union européenne), là où jadis trônaient les bocaux et les boîtes de conserve de fabrication locale. Il n'en est pas de même dans les vignobles de cru d'ancienne réputation, comme ceux de Tokay et de la région d'Eger en Hongrie qui intéressent même des maisons bordelaises.

2. Le cas allemand dans la confrontation "compétitive"

L'Allemagne offre un véritable laboratoire de la complexité des effets croisés entre les agricultures des anciens et nouveaux Länder depuis 1990, puisqu'immédiatement la réorganisation agricole des nouveaux Länder a subi une double immersion dans le système occidental (législation allemande et législation de la PAC elle-même en pleine transformation depuis 1992, (Gerbaud 1997). Le passage d'un "produisez toujours plus" à un "produisez peu" résume le renversement complet d'objectif subi, auquel s'est ajouté la confrontation directe avec la productivité agricole des Länder de l'ouest. Or l'agriculture de la partie occidentale est une agriculture de petites exploitations intensives, souvent en temps partiel (42% des unités de plus de 1 ha sont en pluriactivité stable et valorisent 12% de la SAU), avec des systèmes de production complexes où l'intensification par l'élevage est essentielle dans les revenus, et qui participe largement aux excédents agricoles communautaires. La crise agricole de la chute du Mur a été exploitée *au profit de l'ouest, qui a joué la carte du déversement de ses excédents sur ce nouvel espace intérieur*. En cinq ans le territoire oriental d'exportateur net de produits agricoles (quand il était RDA) est devenu un gros importateur (à plus de moitié de ses besoins en viande).

Le renversement a procédé de trois manières. D'une part dans les élevages, les productions occidentales ont pris un avantage déterminant - ce qui était fondamental pour les petits exploitants occidentaux. D'autre part les agriculteurs ouest-allemands, à l'étroit dans des structures foncières de petite taille ont joué la carte de l'extension ou de la création de nouvelles exploitations vers l'est, où la terre devenait disponible avec la décollectivisation et à un coût foncier dérisoire comparativement à leurs lieux d'origine; nouveaux installés, ils ont misé sur le secteur végétal qui valorise au plus vite les grandes parcelles. Enfin, les firmes agroalimentaires ouest-allemandes n'ont pas hésité, subventions à l'appui, à démanteler le secteur

agro-industriel de l'est, vétuste et largement inefficace (productivité estimée à 40% de celle de RFA), pour construire un nouvel outil "flambant neuf", avec des unités surdimensionnées pour les productions régionales orientales, si bien qu'une partie des matières premières de ces laiteries, abattoirs et raffineries de sucre proviennent du territoire occidental, de Hollande et du Danemark et visent aussi l'approvisionnement à partir des bassins de productions polonais et tchèques.

Sortant d'un système étatique pour un autre système d'encadrement, l'agriculture est-allemande en a tiré avantage comparativement aux autres agricultures postsocialistes, car elle a d'emblée bénéficié des subventions par produits. C'est ainsi que le colza est devenu la grande culture par excellence des plaines du nord, et dans une moindre mesure la betterave, parce que ce sont des cultures contractualisées et "sûres", aux dépens en particulier de la pomme de terre. Par l'application des règles communautaires (adaptées au problème de la réunification) l'Allemagne orientale reçoit plus d'aides aux productions que l'Allemagne occidentale, et globalement l'Allemagne réunifiée est devenue une grande puissance agricole européenne, première productrice en lait, viande bovine, porc et colza, et même exportatrice de blé. Ces apparents paradoxes révèlent déjà la place prise par l'agriculture est-allemande, même si son niveau actuel de production n'est que les deux tiers de celui de 1989.

Depuis 1995, on observe une remontée des productions et des revenus agricoles, l'amorce d'une certaine intensification. Ce retournement de tendance qui relance discrètement l'image d'un péril pour l'agriculture occidentale est consécutif à plusieurs facteurs. Tout d'abord la grande perturbation de la collectivisation/privatisation des terres est en voie de "régularisation" et les conditions de production ont retrouvé une certaine stabilité. Ensuite les échanges de produits alimentaires ont repris au sein de la zone, en particulier l'exportation sur les marchés urbains ex-soviétiques peu exigeants en matière de qualification des produits. Enfin, il y a relance des politiques étatiques de soutien à l'agriculture. Les responsables est-européens, dans leur demande d'entrée dans l'Union européenne, font certes valoir combien leurs agricultures sont brutalement devenues beaucoup plus libérales que les agricultures occidentales (évolution du taux de soutien : en République Tchèque : 51% en 1990, 26% en 1994; en Slovaquie 57% en 1990, 25% en 1995, Hongrie 22% en 1990, 8% en 1992, 21% en 1994 et 30% pour les exportations (Kovacs 1997)), mais face à l'invasion des produits étrangers et à la menace de troubles graves de la part des agriculteurs, ils ont décidé de quotas d'importations et de protections douanières,

entérinés par les accords du GATT de 1995. Il s'agit là de décisions réalistes mais délicates, épaulées par des programmes européens PHARE.

De fait, le handicap des agricultures postsocialistes demeure dans leur faible productivité et donc leur coût unitaire élevé face aux produits occidentaux dont les progrès de productivité et de baisse relative des coûts se poursuivent : le ciseau du décalage ne se résorbe pas vite, parce que cela correspond aux retards structurels et au terrible manque de capitaux nécessaires à la transformation de chaque agriculture. Quelques chiffres en donnent la mesure : la productivité du travail agricole est estimée à 10% du niveau moyen de l'UE en Pologne, à 20% en République Tchèque, à 35% en Hongrie - cas le plus favorable; quant au coût de production du blé roumain, il aura été supérieur de 10% à son prix d'achat probable sur le marché intérieur à l'automne 1997! Dans ce décalage dynamique de productivité, plus que dans le protectionnisme ouest-européen, se trouve une des clés structurelles de la dégradation du solde de l'échange agroalimentaire aux dépens de l'Europe centre-orientale et au profit de l'Union.

Dans la recomposition en cours du système productif agricole, le noeud central - encore peu étudié - est celui touchant à la réorganisation des productions par filières et à la configuration des réseaux d'industries agroalimentaires. Qui financera les investissements nécessaires ? L'Etat ? Les banques privées et les grandes firmes internationales déjà présentes ? Les aides intergouvernementales ? On constate que le secteur agro-industriel est un des secteurs les plus attractifs pour les investissements étrangers.

La question de l'entrée dans l'UE reste donc particulièrement délicate sur ce domaine agricole. Une déprotection mutuelle - ce qui est le sens même de l'extension d'un marché unifié - respectant les normes de qualité de l'UE, ouvrirait en fait à celle-ci une "opportunité considérable d'agro-exportations nettes accrues vers l'Europe orientale" (Pouliquen 1997). C'est de ces risques dont ont bien conscience les petits agriculteurs hongrois ou polonais, quand ils manifestent leur hostilité à l'entrée dans la PAC dont ils redoutent les contraintes (manifestations du printemps et de l'été 1997)! Par contre, vu l'évolution des structures favorisant les grandes unités techniques (cf. infra), une partie de l'agriculture centre-européenne est une sérieuse concurrente potentielle à l'agriculture occidentale : la menace perçue en 1990 est différée mais n'a pas disparu (potentiel de production céréalière capable d'assurer un excédent de 20Mt dans une dizaine d'années). Quant aux aides directes requises pour les changements structurels,

elles seront d'un coût considérable pour l'UE afin de pallier les déséquilibres engendrés par le marché unique, ce qui implique une période de transition de l'entrée dans l'Union pour construire un cadre institutionnel approprié.

Economiquement se dessinent de nouvelles agricultures, dont le progrès de productivité se fait presque partout aux dépens de l'emploi et dans l'attente incertaine d'apports de capitaux. La tendance à une *convergence* vers les mécanismes occidentaux, gérés par une logique de compétitivité et de profit, est ici manifeste. Ce phénomène signifie aussi que les régions peu fertiles se trouvent particulièrement pénalisées par la fin des péréquations spatiales du revenu agricole national et soumises à un processus nouveau de paupérisation locale, porteur d'accroissement des disparités interrégionales.

II. L'AFFRONTMENT DES MODELES AGRAIRES

Au moyen de quelle "gomme" efface-t-on l'étonnante ligne de démarcation entre les immenses parcelles d'exploitations collectives et les lanières petites et étroites des exploitations individuelles de part et d'autre de ce qui fut le Rideau de Fer³ ? Quelles sociétés agricoles et quelles structures fonctionnelles d'exploitations se dessinent à travers le démantèlement du système socialiste ? Des fermes individuelles familiales, des grandes unités entrepreneuriales et salariales ou des associations de personnes selon des formules coopératives revisitées, lesquelles prennent l'avantage ? La restitution/privatisation des terres a été sur le plan social le premier temps fort de la rupture systémique dans les campagnes, masquant presque la cassure économique. Cette focalisation sur la question foncière renvoie à ce qui fut la dominante historique de cette aire européenne, celle du dualisme agraire puis des réformes agraires, et conduit à reconsidérer la place du foncier dans le changement global.

A. Grands domaines/petits paysans, un trait historique spatialisé⁴

C'est en partie autour de la question dite du "second servage" que les historiens inscrivent la divergence d'évolution entre l'Europe centre-orientale et l'Europe occidentale depuis le XV^e siècle. Tandis qu'en Occident l'émancipation paysanne est un processus continu depuis le XIII^e siècle, qui aboutit à une élimination progressive du servage et à une relation de plus en plus directe du paysan avec sa terre et avec l'économie monétaire, en Europe centre-orientale l'autonomie paysanne (initialement plus marquée) est stoppée par un contre mouvement d'assignation à résidence sous contrôle des

grands domaines. Ce renversement s'opère dans un contexte d'insécurité militaire (incursions étrangères répétées) et d'affaiblissement démographique, qui renforce le pouvoir des nobles auxquels est laissée la fonction de contrôle territorial et de peuplement⁵ (Rey 1990).

Ce dualisme pluriséculaire des structures agraires, si proche encore des mémoires, a existé au coeur même du monde germanique : au delà de l'Elbe commençait l'espace des grands domaines des "Junkers prussiens" pour s'étendre plus ou moins continûment jusqu'aux domaines des "barons baltes" de la Courlande; au sein de l'empire des Habsbourg, c'était la grande propriété aristocratique autrichienne, tchèque (souvent germanisée), hongroise; en Roumanie les domaines des boyards⁶ (Sivignon in Jollivet 1996). Fréquemment ce dualisme opérait aussi sur le plan ethnique, propriétaires et paysans n'étant pas du même groupe : Litoniens subordonnés aux Polonais, Polonais aux Allemands, Slovaques et Roumains aux Hongrois etc...

Schématiquement on peut retenir que ce dualisme eut une inscription spatiale très différenciée, s'appuyant sur l'opposition entre les zones de montagnes et de collines et les zones de plaines : les communautés paysannes, réfugiées sur les hauteurs et les pays accidentés, pouvant conserver leur autonomie, alors que dans les plaines s'étendaient les grands domaines avec un peuplement instable, mal enraciné, fréquemment renouvelé. Ce phénomène caractérise aussi bien la montagne carpatique roumaine et slovaque que la montagne alpine autrichienne par rapport à leurs avant pays; il explique cette durable inversion - absolue puis relative - d'intensité du peuplement, plus dense en altitude qu'en plaine et dont les effets sont encore sensibles.

Au cours du XIX^e siècle les paysans vont retrouver le chemin de l'émancipation à travers les mouvements d'éveil des peuples à la conscience de "nation". Abolition du servage, accès direct à la terre, obtention de réformes agraires en échange de leurs engagements dans les guerres "nationales" sont les étapes de la participation paysanne aux constructions des identités nationales et des territoires étatiques. Après 1918, sur tous les nouveaux Etats et sur les espaces des anciens empires se propagent des *réformes agraires qui popularisent l'idéal du petit paysan propriétaire, soutenu par des partis agrariens puissants* (et très hostiles au mouvement bolchevik et kolkhozien voisin). Temporellement très décalé par rapport à l'Occident, ce mouvement peut alors s'interpréter comme un rapprochement de structures entre les campagnes orientales et occidentales, interrompu par la domination soviétique.

B. 1990, la priorité à un modèle d'exploitation individuelle ?

L'épisode de 1945-1989 fut un moment de divergence intense : de part et d'autre de l'étañche rideau de fer se sont développés et exacerbés deux modèles opposés de construction sociale. Le système communiste, par une autre formulation de la réforme agraire (collectivisation et étatisation) a généralisé sous contrainte le principe d'accès égalitaire à la terre. Anciens propriétaires devenus coopérateurs, travailleurs agricoles n'ayant apporté que leur travail... quelque fut leur statut antérieur, tous étaient sensiblement dans la même situation de fait vis-à-vis du contrôle réel des moyens de production : des *salariés* ou des quasi salariés au sein de grandes unités d'exploitations, le tout symbole du caractère "progressiste" de la nouvelle structure.

Côté occidental, et tout particulièrement en Allemagne et en Autriche c'est au contraire le paradigme de la petite propriété individuelle qui est survalorisé au nom d'une autre vision de la démocratie sociale; le paysan libre et indépendant sur sa propre parcelle (*freier und selbständiger Bauer auf eigene Scholie*) est une constante de l'attitude politique allemande qui a beaucoup influencé la construction initiale de la PAC. Outre les valeurs idéelles auxquelles il se réfère - indépendance et responsabilité personnelles - il a pour lui l'expérience récente de l'entre-deux-guerres durant laquelle les deux pays, malgré leurs territoires réduits et leurs économies bouleversées par la défaite de la Première Guerre, ont réussi à faire face et à assurer l'essentiel de l'autoapprovisionnement alimentaire grâce à la mobilisation intense de leurs paysanneries.

Dès 1990, une fois disparu l'écran du Mur, la confrontation entre les deux modèles a alors été directe, avec l'a priori un peu naïf d'imaginer que serait massif le retour du paysan - version modernisée, c'est-à-dire "agriculteur" - si on lui donnait les législations foncières adéquates, ce qui a été fait dans les textes. En faveur du retour paysan jouaient apparemment un grand nombre de facteurs "objectifs", tangibles : le souvenir du trauma de la collectivisation qui fut un moment de leur élimination (la "classe obstacle" au changement communiste) et le désir d'une juste réparation; la médiocrité des performances de l'agriculture collective; le subreptice appel au travail familial non normé dans l'extension des lopins individuels, voire même en Estonie et Lituanie des procédures législatives qui permettent la constitution de fermes familiales dès 1988 (Cabouret 1993). Plus encore, les facteurs idéologiques ont sous-tendu la volonté de décollectivisation qui donne la priorité au retour de la propriété privée de la terre : la réappropriation de la terre

est considérée comme synonyme de reprise de responsabilité individuelle et à court terme de formation d'une classe sociale moyenne dans les campagnes, contrepois essentiel au modèle prolétarien. La Pologne d'ailleurs en était la preuve puisqu'ayant réussi à conserver sa masse paysanne (sous tutelle), cette dernière avait montré sa capacité à défendre les valeurs "occidentales" individuelles et nationales pendant le communisme.

Mais la priorité accordée à l'enjeu foncier sur les autres dimensions du changement des exploitations est-elle suffisante pour faire renaître le paysan, et compatible avec les situations de fait ? Restitution ou compensation (Maurel 1994), aucune solution n'est simple tant au plan technique qu'au plan social puisque la majorité des membres actifs présents en 1989 n'a familièrement rien à voir avec les apporteurs initiaux de terre (sauf en Roumanie) et que nombre d'anciens propriétaires et leurs héritiers sont devenus *citadins* (Rey 1996a,b). Aux difficultés internes à l'enjeu foncier s'ajoutent celles d'une adaptation aux conditions d'une agriculture de marché. Un schéma de la logique fonctionnelle de l'unité agricole permet de comprendre la *distorsion entre l'attendu et les transformations en cours*.

Les modèles agricoles de base. Une exploitation agricole se définit par la combinaison des trois facteurs internes que sont la terre, le travail et le capital, et par sa double articulation sur l'environnement - insertion dans des circuits d'écoulement des produits, insertion dans les institutions d'encadrement et de soutien (en général étatique).

Des quatre modèles distinctement identifiables, il est clair que tous n'ont pas la même chance de s'imposer en sortie du socialisme! Pour une conversion à l'économie de marché, les conditions des marchés agricoles sont très défavorables, avec des marchés nationaux "tassés" par la paupérisation des consommateurs et des marchés internationaux quasi fermés : il n'y a donc pas d'incitation forte par le marché pour devenir agriculteur. Du côté de l'environnement des institutions étatiques la situation n'est par définition pas meilleure, dans la crise de changement de régime. Or, ces conditions d'environnement marquent fortement les possibilités de combinaisons internes entre la terre, le travail et le capital - ce dernier étant le facteur le plus rare. Le capital n'est guère que celui des équipements collectifs dont la division physique ôte beaucoup de leur valeur; quant au capital privé des familles rurales, il est presque inexistant. Ce sont donc la terre et la main-d'oeuvre apparemment les plus aisées à recomposer.

Aussi en 1990, le modèle de l'exploitation individuelle familiale insérée dans l'économie de marché, quoique le plus attendu, n'a pas de conditions favorables par manque de capital comme d'organisation des circuits. Le modèle paysan le plus traditionnel, à forte autarcie au profit de la famille élargie et des amis, dans des échanges de troc autant que de monnaie, a un certain avenir vu son accessibilité; il est encore proche des pratiques que le système étatique antérieur avait dû tolérer voire encourager avec les "lopins individuels";

il est compatible avec une autre activité; par contre il ne peut assurer l'autosuffisance alimentaire de populations nationales de plus en plus citadines. On voit donc comment a priori peut lui être associé le modèle de la grande entreprise agricole (salariale et capitaliste....ou/et celui d'une grande exploitation néocoopérative), par sa taille étant mieux à même de valoriser les équipements existants; comment aussi a priori peut alors se reconstituer un dualisme de structures agraires.

Figure 2 : Les modèles agricoles de base

	COMPOSANTES INTERNES			FACTEURS D'ENVIRONNEMENT	
	Terre	Travail	Capital	Degré de commercialisation	Support d'Etat
Ferme collective	+++	+++	+++	intégration planifiée	+++
Unité paysanne	+	+++		+	
Exploitation familiale intensive	++	++	++	+++	+++
Entreprise capitaliste	+++	+	+++	+++	+
↳ latifundia	+++	++	+	+++	+

Par ailleurs, les enquêtes et sondages conduits dans différents pays auprès des travailleurs agricoles et des nouveaux propriétaires bénéficiant de restitution foncière pour connaître leurs préférences en matière d'exploitation, ont montré que celles-ci se portent rarement sur le modèle de l'exploitation familiale individuelle à temps plein. Aux facteurs précédemment vus, s'ajoutent un ensemble *d'attitudes et de mentalités* devenues très éloignées des comportements d'initiative et de risque attendus d'un entrepreneur. Dans des sociétés rurales vieilles et féminisées, les actifs agricoles de 1990 sont en général très attachés aux avantages d'une activité de type salarial avec horaires fixes et réguliers; fort logiquement ils ne sont pas attirés par l'aventure solitaire où est indispensable l'effort pour un labeur physique dur et où à la fin la réussite économique est incertaine.

En Allemagne de l'Est, en Bohême, les unités d'élevage, les ateliers de matériel étaient devenus les lieux du travail quotidien, les espaces professionnels vécus auxquels les équipes s'étaient identifiés. En d'autres termes le système antérieur a apporté des valeurs, souvent ignorées ou négligées dans une lecture occidentaliste très "braquée" sur les préjudices subis par les ruraux lors de la collectivisation.

Soulignons enfin combien cette incitation à choisir le modèle de l'exploitation individuelle, synonyme de la performance occidentale, a un caractère hautement paradoxal en 1990, puisqu'au même moment à l'ouest il est victime de son succès et soumis à une dure sélection et remise en question.

III. LA REALITE DE STRUCTURES HYBRIDES ET DE COMBINAISONS SPATIALES DIFFERENCIEES

A. Formes de désocialisation des biens agricoles

Symbole à la fois de la réparation des spoliations de la phase collectiviste et de la rupture avec l'essence du système socialiste, restitution et privatisation ont été le préalable aux autres changements structurels des unités de productions. Mais quelles terres répartir ? Quels bâtiments et quels matériels rendre ? A qui ? Selon quelles normes de répartition ?

La *complexité du processus* a d'abord tenu à l'ampleur des changements techniques et topographiques introduits par l'arasement des limites, l'équipement en drainage et irrigation, l'extension d'utilisation du sol en cultures permanentes (vigne, verger), les changements d'habitat, si bien que l'état des terres et des bâtiments

en 1990 a peu à voir avec celui des années 50. L'absence de cadastre parfois, la destruction de registres fonciers, l'extrême difficulté à faire la preuve des titres de propriété de jadis ont leur part surtout en pays balkaniques. Le manque de géomètres et d'agents fonciers spécialisés ralentit les opérations.

La question centrale a été celle des "*ayants droit*" à l'accession foncière et au partage du capital social. S'agissait-il de donner la préférence à la restitution aux anciens propriétaires et à leurs héritiers, ou de prendre en compte avec équité les travailleurs agricoles présents dont certains par leur origine, trop pauvres ou venus d'autres régions, n'avaient pas apporté de terre à la coopérative, mais seulement leur travail. S'agissait-il de privilégier l'optique *terre comme patrimoine* ou l'optique *terre comme outil de travail* et de conserver attention aux démunis en puissance ? Cette question lourde d'implications politiques et sociales a reçue une réponse différenciée : l'optique "restitution" a prévalu dans les pays les plus urbanisés de façon ancienne (République Tchèque) ou récente (Bulgarie) commandée par les *héritiers citadins*; l'optique "redistribution" a prévalu dans les pays où la population rurale est restée nombreuse et dépasse l'effectif du début de la collectivisation (Albanie).

La *date* à partir de laquelle on considère la reprivatisation justifiée a fait l'objet de décisions comparables d'un pays à l'autre. Serait-ce 1945 au début des réformes agraires paysannes ou 1949-50, quand furent terminées les nationalisations des domaines des ennemis de guerre ou du peuple - grands propriétaires terriens et paysans, Allemands hors d'Allemagne ou Hongrois hors de Hongrie, qui furent expulsés entre 1945-47 ? Partout, y compris en ex-RDA, la seconde date fut retenue. Elle permettait de laisser hors du champ d'application de la décollectivisation le domaine étatique des biens de la Nation, auquel est appliquée la procédure de privatisation par coupons ou actions laquelle facilite le maintien de grandes unités de statut non coopératif. C'est ainsi que ces deux mécanismes de désocialisation réactivent une différence entre l'espace des coopératives et celui des fermes d'Etat qui n'avait avant 1989 qu'une portée limitée à cause de leur subordination générale à l'économie administrée tandis que les paysages déployaient la même uniformité de grands parcellaires et de grands bâtiments. Est-ce un retour aux différenciations de jadis ? Ironie des retournements de l'histoire, *la différenciation géographique* en train de s'opérer à travers ces deux modalités de mutations foncières *réactualise des trames géographiques construites dans un passé*

ancien, en fonction de logiques de peuplement et de situations sociales qui n'existent plus du tout. La mutation postsocialiste du secteur des fermes d'Etat individualise les lieux des grands domaines encore présents en 1945 (beaucoup avaient été touchés par les réformes agraires des années 20) dans les plaines de peuplement tardif ou disputé de Moravie et Slovaquie méridionales, de la Tisza hongroise et du Bas Danube roumain, et dans les régions où le peuplement germanique remonte aux vagues du Drang nach Osten (XIIIe, XVIIe, XVIIIe) - région des Sudètes en Bohême, Pologne occidentale, rive droite du Danube hongrois, Banat et Voïvodine. Voulant du passé des grands propriétaires terriens faire table rase, l'ancien régime aura involontairement réussi à cependant maintenir le germe d'une singularité spatiale, dont bien évidemment le contenu social n'a rien à voir avec le passé. Il y a là un cas remarquable de *discordance entre le temps des sociétés et le temps des lieux*, de *rémanence* (persistance active des formes une fois disparues les forces qui les ont créées) que les géographes doivent décrire pour éclairer la complexité des transformations présentes. La localisation très régionalisée de cette propriété étatique, fournit un autre argument pour interpréter le choix de la date de 1949; cela excluait toute revendication possible des anciens propriétaires "étrangers" dont la concentration régionale aurait aussitôt posé les plus graves problèmes politiques (le débat n'est pas clos, comme en témoigne les tensions actuelles en Hongrie à propos du prochain référendum sur l'OTAN).

La diversité assez réelle des réponses juridiques apportées d'un pays à l'autre montre l'inégale préoccupation vis-à-vis de l'éventuelle reconstitution des grandes propriétés de jadis, et surtout les configurations très différentes des rapports sociaux : autant de reflets de la place des sociétés rurales dans leurs sociétés globales et des niveaux de développement. Mais quelque soit le degré de retard pris par les opérations pratiques, partout la *privatisation du sol proprement dite est acquise*.

B. Nouveaux agriculteurs et inégale prédominance des formules néocoopératives

La relative stabilisation de la physionomie des nouvelles structures, après 4 ou 5 ans d'application des lois foncières et des lois de transformation des exploitations, donne une image complexe : 3 ou 4 types sont repérés, qui contiennent encore un fort potentiel de segmentation future. Il s'agit des grandes unités néocoopératives largement majoritaires, des fermes familiales en situation plutôt marginales et des entreprises de type capitaliste.

Les exploitations néocoopératives n'ont perdu le contrôle que d'environ 20% de leur espace antérieur, à l'exception de la Roumanie (et de la Pologne où cette catégorie était presque absente), et assurent encore la mise en valeur d'une moitié des terres. Elles sont très originales car elles restent des coopératives de mise en commun du travail et non des coopératives de services et commercialisation comme dans les campagnes occidentales. Dénommées associations de producteurs, associations agricoles ou encore coopératives, elles sont les successeurs transformés des coopératives de production de la période communiste, *formes hybrides issues de la décomposition/ recombinaison* de la transition. Elles se sont recrées par collusion des intérêts des travailleurs sans terre, d'une partie des nouveaux propriétaires héritiers souvent citadins sans attache agricole actuelle et de certains cadres soucieux de conserver leur statut. Les interprétations relatives à l'avenir de ces exploitations divergent. Nombre de spécialistes font valoir les difficultés : des conseils d'administration hétéroclites, des dettes lourdes, un grand nombre de personnes âgées, une fragilité foncière prochaine quand arrivera la date de sortie autorisée du collectif, bref une ambiguïté de nature entre la fonction sociale et la fonction économique. D'autres font valoir que cette ambiguïté n'a pas empêché le système coopératif occidental de prospérer (.. mais avec quels changements depuis 30 ans!) et que l'adhésion sociale actuelle de nombreux ruraux justifie la validité de cette formule. Nettement plus petites et donc plus nombreuses qu'en 1989 parce que reconfigurées sur les finages des communes, les exploitations néocoopératives ont encore de grandes dimensions (700 à 2000 ha). Elles gardent pour le futur un maillage agricole large et adapté à une agriculture ouverte à la compétition internationale et elles assurent une certaine continuité au tissu rural en proie à de profondes secousses. Leur répartition est encore largement ubiquiste à l'image du système collectiviste antérieur; dans certains cas, leur résistance plus forte s'éclaire à la lumière de la personnalité des sociétés régionales et de leur degré d'enracinement ou de déstabilisation au cours de ce terrible XXe siècle et des propriétés de contexte géographique valorisables. Ainsi du bastion de Thuringe qui a opéré sa coopérativisation socialiste de façon très endogène ...et la conserve (Gerbaud 1997), ou de la Moravie et de la Transdanubie hongroise qui trouvent dans le contexte géographique macrorégional entre les agglomérations de Brno, Budapest et Vienne les solutions d'une agriculture compétitive en système néocoopératif, là où a priori on aurait pu prévoir une montée plus forte des individuels.

Les exploitations familiales de producteurs indépendants sont en progression lente mais continue et travaillent jusqu'à 25% des terres (plus de 50% en Roumanie) Elles

recouvrent un éventail très varié de cas en voie de différenciation sociale rapide, amalgame au sein duquel se pose la question d'une éventuelle transmission de la tradition paysanne, depuis les micro-unités de quelques hectares (parfois à temps partiel) où l'emporte la logique de subsistance sans réelle capacité de changement, jusqu'aux unités de 50 à 100 ha à temps complet et à complète ouverture sur la vente. Pour ces dernières, vraies exploitations familiales, le manque de moyens financiers et la faiblesse des réseaux d'approvisionnement et d'écoulement sont leurs handicaps essentiels. Par contre chez tous ces volontaires minoritaires, qui jouent la carte d'une forte articulation entre terre, capital et travail au sein de la cellule familiale, la compétence et la détermination sont présentes; anciens agronomes souvent, avec un passé familial qui a conservé un attachement aux valeurs rurales, ils possèdent un capital symbolique et participent d'une culture qui valorise l'action. Leur répartition géographique, encore loin d'être stabilisée, dévoile leur hétérogénéité. Elles sont davantage présentes en zones de collines et montagnes, là où la collectivisation n'a pu solidement s'installer; ainsi elles ont immédiatement repris intégralement la totalité de ces terroirs en Roumanie. Mais elles ne sont pas automatiquement consolidées par la transition, car le contexte géographique d'isolement et marginalité tend à croître en l'absence de soutien étatique - sauf si d'autres alternatives émergent (agritourisme par exemple).

Dans les bas pays la localisation préférentielle des exploitations individuelles peut être contre intuitive, comme dans la Grande Plaine hongroise apparemment si favorable aux grandes unités mais où les premières progressent parce que la Grande Plaine est sans emploi alternatif. Le marquage de l'histoire et la mémoire sociale individualisent fortement certaines régions où l'individuel prend le dessus, comme en Lituanie de l'Ouest.

Les entreprises agricoles sont de grande taille (plusieurs centaines d'ha), emploient des salariés, louent tout ou partie de leurs terres - toutes caractéristiques qui les rapprochent des exploitations capitalistes occidentales. Elles sont le plus souvent issues du démantèlement des fermes d'Etat ce qui leur donne une localisation bien déterminée (cf. supra); elles sont parfois issues du regroupement de terres de plusieurs propriétaires qui ont quitté les coopératives et ont créé de toutes pièces leur unité; de statuts juridiques divers elles sont en général dirigées par d'anciens cadres ("les barons verts") qui ont compétence et accès aux réseaux de commercialisation. Elles sont les premiers maillons d'une agriculture fondée sur la logique du profit capitalistique.

Ainsi quelques conclusions s'imposent. La privatisation du sol est acquise, quelque soit le degré de retard pris par les opérations pratiques de désocialisation, mais les marchés fonciers et les pratiques de fermage sont encore faibles. Dans l'affrontement des deux modèles, l'individuel et le collectif, des points sont marqués des deux côtés : c'est bien l'existence de ces néocoopératives qui est la grande affaire inventée dans la transition; c'est bien aussi la progression des exploitations individuelles qui est ici la nouvelle aventure.

Une géographie locale et régionale très différenciée des structures agraires émerge, invalidant déjà les confusions faites en début de période entre modèle agricole et types de combinaisons régionales; dans cette différenciation spatiale en cours une place importante revient à la manière dont présentement les acteurs tiennent compte de l'héritage des différentes phases agraires du XXe siècle.

IV. LES NOUVELLES TRAJECTOIRES AGRAIRES DES ETATS

Plus que dans le rythme de restitution foncière, c'est dans la manière de réorganiser les unités productives et de susciter de nouveaux types d'exploitations que s'établit le vrai clivage des trajectoires de décollectivisation entre les pays.

Le caractère éminemment intégrateur de chaque *système national* apparaît dans les processus concrets de la transition agraire. Il est même une manifestation de sa consolidation, sous-jacente à la crise des institutions étatiques provoquée par la disparition du système de l'Etat-parti.

La **Lituanie** fournit un bon exemple de l'imbrication complexe de ces deux types de facteurs sur le contenu de la mutation postcommuniste des campagnes (Maciulyte 1995, Péchoux 1996). L'enjeu agricole et paysan est particulièrement vif dans cette république balte dont l'indépendance n'est encore qu'une brève expérience (1920-1940, depuis 1990). N'est-ce pas précisément les paysans qui dans l'entre-deux-guerres surent valoriser la réforme agraire qui les rendaient propriétaires et exploitants indépendants sur leurs terres, et firent rapidement de la Lituanie un pays agricole dynamique ? Un élevage prospère sur le modèle danois, la fièvre de la construction rurale en fermes dispersées sur les anciens domaines partagés en témoignaient. N'est-ce pas précisément ces paysans patriotes que l'occupant soviétique à partir de 1940 a poursuivis et voulu éliminer, comme symbole d'un double obstacle à

sa présence et à son modèle ? Déportations massives, collectivisation massive avec regroupement de l'habitat en bourgs, urbanisation massive (80 à 30% de population rurale en 50 ans) ont été appliquées. L'exigence d'une décollectivisation qui soit une réparation des injustices du passé et restituée à la propriété son caractère inviolable a été au coeur du débat dès 1989, mais sa mise en oeuvre en a été fortement contrecarrée par l'ampleur du changement social rural opéré sous le régime précédent : très peu d'héritiers encore sur place, une population âgée, une perte de la transmission du savoir des choses de la terre conduites individuellement, mais aussi des techniciens de l'agriculture socialiste soucieux de garder prise sur un outil de travail. La situation actuelle est celle d'un marasme agricole global, à tel point qu'en 1993 la distribution d'un lopin (de 0,3 à 3 ha) à qui veut a été autorisée afin d'assurer une autoalimentation des ménages très touchés par le chômage; 400 000 cas exploitent déjà un quart de la surface agricole. L'exploitation familiale indépendante progresse (114 000 en 1993) et valorise un autre quart des terres, aussi en polyculture d'autosubsistance pour l'essentiel - ses paysans manquant des moyens techniques et financiers nécessaires pour passer au stade d'exploitations familiales à l'occidentale. Enfin, les "associations agricoles" successeurs directs des anciens kolkhozes et sovkhozes, avec les mêmes pratiques mais dont les productions et l'emploi ont diminué de moitié ou plus, conservent encore le contrôle de la moitié des terres. Sur le territoire irrégulière répartition de ces trois catégories met en relief l'effet de contexte géographique, largement dominé par les appartenances politiques du passé dans ce pays de basses collines et plaines fluvio-morainiques aux reliefs peu différenciés. Les néocoopératives sont majoritaires sur la partie orientale et sud-orientale, au contact actuel avec la Biélorussie mais zone polonaise jusqu'en 1940 et où le système des fermes d'Etat avait directement succédé aux grands domaines, là où sont localisés les districts les plus urbains (Vilnius, Siauliai); au contraire les régions de l'ouest et du nord-est, à l'écart et plus rurales, sont celles où les familles tentent l'aventure de l'agriculture indépendante.

La **Bulgarie**, pourtant remarquable par ses résultats de production jusqu'à la fin des années 70, présente un cas très complexe d'enlisement chaotique. Mais c'était ici que le modèle de communisation était le plus avancé et qu'avait été supprimée la distinction entre coopératives et fermes d'Etat pour une formule juridique unique, les immenses APK (moins de 300 sur tout le territoire). C'est aussi ici que les tensions entre tenants d'une restauration des anciennes coopératives de production

de niveau villageois et tenants de formules individuelles très libérales sont les plus vives et les plus paralysantes. La loi de restitution aux anciens propriétaires (1991, comparable aux cas allemands et tchéco-slovaque) a été exacerbée par la règle de restitution physique dans des "limites réelles" (loi de 1992) impliquant la délimitation de nouveaux parcellaires à l'intérieur du maillage géant des anciens territoires des coopératives. La complication et le chaos engendré par cette disposition, et parallèlement le changement de majorité parlementaire au profit d'un retour des socialistes, ont conduit à une nouvelle version de la loi agraire en 1995, revenant sur les aspects trop contraignants de la restitution dans les limites réelles. Un nouveau changement politique (1997) n'a pas encore entamé l'emprise des néocoopératives, provisoirement toujours très présente, même si l'aspect des champs accuse un entretien des champs très irrégulier.

La **Roumanie et l'Albanie** présentent des cas de figure très différents et singuliers de la transition postcollectiviste. La petite exploitation de subsistance domine massivement, les entreprises agricoles sont rares et les néocoopératives quasi absentes. Mais il s'agit là d'une progression du modèle microfamilial autant "par défaut" que par initiative directe. Le système collectiviste s'est effondré car il n'était qu'une coquille creuse et dépourvue de tout avantage. La Roumanie (von Hirschhausen 1997) est le cas le plus spectaculaire par les effectifs concernés (près de 4 millions d'exploitations individuelles d'une taille moyenne d'environ 4 ha) d'un certain retour à des structures d'exploitations archaïques parce que fondées sur de petites surfaces, avec un travail manuel et une traction animale. Sa marque dans les paysages est déjà étonnamment spectaculaire et étendue, avec de longs champs laniérés striant les anciennes parcelles géantes en voie de disparition. Sa contribution à la transition est plus difficile à évaluer : à la différence des autres pays, les chutes de productions n'ont pas eu de grande ampleur (en particulier pour l'élevage) et les retours aux villages (la population active agricole passe de 28 à 35% entre 1989 et 1995) ont amorti la première vague de chômage industriel et urbain, mais au prix d'une structure socio-économique d'une faible rentabilité et lourde de problèmes pour le pays.

L'origine de cette spécificité n'est pas simple à interpréter, car dans les mentalités de 1990 ni les dirigeants ni les ruraux n'avaient l'intention déterminée d'éliminer radicalement le principe d'unités agricoles de taille compatible avec la mécanisation. Toutefois beaucoup de coopérateurs avaient repris leurs biens

spontanément et étaient sortis de la structure, et durant l'année 1990 dans une surenchère électoraliste entre partis opposés pour lesquels la clientèle électorale rurale était déterminante, les projets ont abouti aux lois 1991 de *réforme agraire* (restitution de terre avec plafond à 10 ha pour que les travailleurs non héritiers en reçoivent) et de liquidation (et non transformation) des coopératives; très clairement on a bloqué l'éventuelle reconstitution de la grande propriété. La loi complémentaire sur les sociétés agricoles qui laisse à la seule initiative villageoise le soin de mettre en oeuvre la construction d'unités associatives nouvelles est d'abord restée presque lettre morte tant elle exigeait un "renversement des pratiques sociales". Ainsi le "retour paysan", moins intentionnel qu'il n'y parait, consolide néanmoins l'image nationale de la roumanité. Il est inégal dans l'espace, total dans les collines et les plaines, partiel dans les grandes plaines - surtout celles du sud-est où se maintiennent par ailleurs les sociétés commerciales issues des fermes d'Etat. Il prolonge en direction du sud l'espace paysan polonais, avec un niveau de développement certes moindre et des problèmes à venir similaires

Le cas est comparable en Albanie. La loi de 1991, complétée par la loi de 1993, rend un droit d'usage individuel aux travailleurs des coopératives enregistrés comme tels en 1991 et dans la limite de 0,3 ha par personne; elle ne prend en compte les anciens propriétaires non présents que sous la forme d'un dédommagement en obligations d'Etat; en 1993 le taux de privatisation atteint près de 80% de la surface cultivée.

La **Pologne** et les **Etats issus de la Yougoslavie** ne sont guère significatifs pour cette mutation, dans la mesure où les paysanneries travaillant individuellement leur terre étaient restées la forme dominante sous le socialisme. Les unités collectives de l'ex-Yougoslavie n'ont pas changé pendant les troubles de guerre et leur mutation juridique se met seulement en route. En Pologne l'Agence du Trésor Public chargée de la transformation des fermes d'Etat a de grandes difficultés pour réaliser sa tâche; l'endettement des unités ne cesse de croître, cercle vicieux qui bloque leur mutation et laisse toujours à l'Etat la charge d'une grande partie de cet espace. Par contre, faisant l'expérience de la "liberté oppressive" comparée à la "tolérance répressive" dont ils bénéficiaient sous le socialisme (Gorlach and Jansen 1984 in Symes), les petits paysans polonais sont paradoxalement devenus les compagnons politiques des socio-démocrates issus du parti communiste et/ou alimentent les courants populistes et xénophobes.

La **République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie** présentent une hybridation de leurs nouvelles structures agraires assez voisine de ce qui se passe dans les **nouveaux Länder** allemands. Les lois ont donné priorité à une restitution aux anciens propriétaires; la part accordée aux autres catégories a été tout à fait marginale; la restitution est sous forme de titres qui ne sont physiquement délimités qu'en cas de sortie du propriétaire de l'exploitation coopérative. *L'hybridation* se manifeste par un *double paradoxe*.

D'une part le type "entreprises privées à salariés" est significativement présent partout, forme à la fois la plus étrangère à l'idéologie de l'ancien régime et la plus éloignée de l'idéologie de l'exploitation familiale occidentale; d'autre part le type des "néocoopératives", qui est au contraire un héritage spécifique de l'ancien régime, contrôle encore la majeure partie des terres. Partout la formule des grandes fermes domine : réorganisées, un peu subdivisées, elles se sont délestées de leurs activités industrielles annexes et des services ruraux qu'elles assumaient; elles sont devenues strictement agricoles.

Les différences entre les trois pays existent, clairement reliées à l'importance de l'agriculture dans l'économie générale de chaque pays et à la manière dont le régime précédent avait évolué (Kovacs 1997). En République Tchèque la tradition précocement manufacturière et industrielle n' a laissé à la paysannerie qu'une position marginale dans la société et la construction identitaire, l'agriculture d'avant-guerre était une agriculture privée engagée dans le processus industriel donnant place aux attitudes agricoles entrepreneuriales : façonnements mentaux de longue durée qui se manifestent aujourd'hui, par différence avec la Slovaquie en particulier. Plus inattendu est le manque de réactivation d'un courant paysan dans la Slovaquie nouvelle, dont l'expérience d'avant guerre fut pourtant fortement marquée par la présence paysanne nouvellement majoritaire et maîtresse d'elle même depuis la grande réforme agraire de 1920; en 1995 à peine 5% de la surface agricole est entre des mains privées, 70% au secteur coopératif et 22% au secteur d'Etat - expression de la grande lenteur du changement; le succès sous le socialisme de l'industrialisation apporteuse d'une très forte amélioration du niveau de vie y a sa part.

Tableau 2 : La restructuration agricole et les influences du passé en Europe centrale

Héritage sur la transition	Intensité de la continuité des structures		
	R. Tchèque	Hongrie	Slovaquie
Structure présocialiste	+++	+	+++
Structure socialiste classique	++	+	+++
Éléments de marché dans la phase finale du socialisme	0	+++	0

La Hongrie combine plusieurs facteurs en faveur d'une nouvelle agriculture efficiente : une mentalité ouverte au monde agricole qui toujours a constitué le noyau de la nation et qui adhère au modèle d'une agriculture productiviste; pendant le socialisme l'expérience d'une symbiose active entre les grandes coopératives et les fermes auxiliaires (la "seconde économie" hongroise) avec une classe de managers agricoles; un potentiel agronomique très élevé. La loi de compensation, complexe, a davantage tenu compte des catégories d'agents concernés et a distingué quatre fonds : le fonds de terre de l'Etat, le fonds de terre des membres actifs agricoles qui ont apporté jadis du bien; le fonds attribuable sous forme de titres aux membres sans terre et aux salariés agricoles qui le désirent; le fonds de compensation où les anciens propriétaires qui n'ont plus de liens avec la coopérative peuvent acheter des titres fonciers avec leurs bons de propriété reçus en

reconnaissance de leurs anciens droits; cette loi a réduit les perturbations du travail des champs en facilitant l'existence d'unités larges, quoique jugées moyennes par rapport aux géants d'avant (Kovacs). Du groupe des managers émergent des chefs d'entreprise qui ont l'initiative et le sens des affaires au sein des unités, dont les statuts révèlent une grande palette de formes organisationnelles intermédiaires entre le statut coopératif et le statut d'entreprise - statuts de compromis interprétés par les spécialistes comme provisoires et de transition vers un système d'entreprises franchement capitalistes. Du côté des exploitations familiales qui progressent (officiellement 50% de la surface serait exploitée par des individuels; compte tenu des accords directs avec les entreprises voisines, K. Kovacs évalue cette part à 30% seulement), l'obstacle de leur extension tient aux faibles revenus tirés d'une productivité modeste que ne complète plus (ou presque) le soutien étatique;

mais la prolongation symbiotique entre grandes et petites unités selon une variante du régime précédent s'avère inconsistante.

Le double paradoxe touchant les pays les plus au coeur de l'Europe signifie que la plus forte mutation en direction des unités de grande taille (et dotées d'un réel potentiel d'efficacité capitaliste) se localise *au contact direct de la zone autrichienne et allemande des petites exploitations*, et conserve au mieux la trame léguée par le système communiste. Une large écharpe de grands parcellaires s'interpose désormais entre celle des petits parcellaires ouest-germaniques et celle des lanières étroites de Pologne et Roumanie. En d'autres termes *l'hétérogénéisation spatiale agraire au centre même de l'Europe sort consolidée du communisme*; l'approche localisée de la transition est une dimension incontournable de son analyse.

Entre disparition et recomposition, les mutations agraires vont plus lentement qu'on se l'était imaginé : on ne change pas d'un coup de loi magique des structures fortement matérialisées et fonctionnelles et des sociétés rurales qui avaient établi d'autres équilibres. Si partout il y a émiettement de la propriété vu le nombre des ayants droit, il n'est pas automatiquement synonyme d'un émiettement comparable des unités de production. La distorsion est apparue entre la petite échelle du niveau national où pèse l'enjeu symbolique de la fonction de propriétaire et la grande échelle des champs, horizon des travailleurs, où l'enjeu productif a la priorité. Une forte hétérogénéisation spatiale autant que sociale du monde agricole postsocialiste est en cours, sans que s'affirme un modèle dominant alternatif. La notion de convergence avec la situation ouest-européenne reste une notion assez théorique.

Grosso modo, il y a deux types de sortie du collectivisme agraire, celui de l'Europe centrale, celui de l'Europe balkanique. En Europe centrale, pendant la période socialiste le niveau industriel et urbain avait permis de prendre en charge le secteur primaire destiné à être réduit; agriculture et campagnes eurent leurs gagnants : il s'agissait des démunis d'hier ayant accédé à un revenu régulier et convenable, ayant reçu une certaine formation, tandis que les paysans moyens encore très nombreux au début ont été les perdants et ont quitté la vie rurale les premiers. En Europe balkanique, au contraire, c'est sous le socialisme que les pays ont tenté de constituer leur système industriel en s'appuyant sur l'agriculture et les ruraux au point de les écraser comme en Roumanie et en Albanie ou de les faire presque disparaître comme en Bulgarie. A un petit

nombre près d'anciens démunis devenus salariés, pendant le socialisme tous les ruraux furent ici perdants. C'est pourquoi les ruraux agricoles roumains et albanais, encore nombreux, se sont aussitôt débarrassés du système socialiste. Reste pour chaque collectivité nationale la tâche extrêmement difficile d'aider ces paysannes minifundiaires dans leur évolution vers plus d'efficacité.

Les questions posées en termes de compétitivité et d'entrée ou non dans l'Europe sont conjoncturellement dominantes, mais elles ne doivent pas esquiver la nécessité de repenser "les" agricultures, selon des modalités de diversification qui permettent aux agriculteurs de devenir de nouveaux paysans, ayant à charge la valorisation globale des petits "pays" ruraux.

V. NOTES

1. L'espace retenu est celui de l'ex-Europe de l'Est élargie aux Pays Baltes et réduit de l'ex-Yougoslavie par insuffisance d'informations.
2. De la mise en place des quotas laitiers au gel de terre et à la réforme de 1992.
3. Sur la discontinuité paysagère majeure introduite par l'ordre foncier collectiviste, cf. Rey, 1986, *la frontière matérialisée du système soviétique, Autriche/Tchécoslovaquie*, Photo-interprétation n°6-4.
4. Effet spatialisé qui fut accentué pendant la période des fermes d'Etat, cf. Rey, 1993 *passent les systèmes, restent les structures, l'empreinte géographique laissée par les fermes d'Etat*, in *Geographies et campagnes* ENS Editions Fontenay-St Cloud.
5. "Un système seigneurial durci, avec une lourde corvée de travail au lieu de la rente en argent, bloquant ce qui restait de mobilité paysanne, devient le pourvoyeur de grains pour l'Europe des marchands..." (Rey 1990, *feu l'Europe de l'Est*, *Annales de Géographie*, n°555).
6. En Europe balkanique, le système ottoman des tchiflik a moins été porteur de grands domaines, tout en introduisant la dichotomie entre communautés montagnardes paysannes et grandes propriétés de plaines peu peuplées (Sivignon in Jollivet 1996).

VI. BIBLIOGRAPHIE

limitée aux publications postérieures à 1989

- BLANCHET, J. & REVEL, A., 1996. *Elargissement de l'Europe à l'Est, danger ou chance pour les agriculteurs*, Ed. France Agricole, 225p.
- BRUNET, R. & REY, V., 1996. *Europes orientales, Russie, Asie du Nord*, Géographie Universelle, vol. 10, Bélin-Reclus, Paris.
- CABOURET, J., 1993. Questions posées par la décollectivisation d'une agriculture désocialisée, cas de l'Estonie. *Geographies et campagnes*, ENS Fontenay/St Cloud Editions, St.Cloud: 317-325.

- GERBAUD, F., 1997. *La restructuration de l'agriculture est-allemande*, thèse, Université de Paris I, Paris.
- HIRSHHAUSEN, B. VON, 1997. Décollectivisation agraire et devenir national en Roumanie. *Regards et Miroirs*, Leipziger Universitätverlag, Leipzig: 111-128.
- HIRSHHAUSEN, B. VON, 1997. *Nouvelles campagnes roumaines, les paradoxes d'un retour paysan*, coll. Mappemonde, Belin Paris.
- JOLLIVET, M., 1996. *L'Europe et ses campagnes*, Presses de Science Politique, Paris.
- KOVACS, K., 1997. *Intermediate ownership and farming structures in East-Central Europe, Final report*, Institute of Regional Research, Budapest.
- LACQUEMENT, G., 1996. *La décollectivisation dans les nouveaux Länder : acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, L'Harmattan, Paris, 225p.
- LHOMEL, E., 1997. Structures agricoles en Europe centrale et orientale : une transformation inachevée, *Le courrier des pays de l'est*, 416: 40-50.
- MAUREL, M. C., 1994. *La transition postcollectiviste*, L'Harmattan, Paris, 355p.
- MAUREL, M. C., 1996. Forces sociales et acteurs de la décollectivisation en Europe centrale. *L'Europe et ses campagnes*, Ed. M. Jollivet et al., Presses de Sciences Politiques, Paris.
- MACIULYTE, J., 1995. Une troisième réforme agraire en Lituanie, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 3: 177-196.
- MUNTELE, I., 1994. Le vieillissement de la population rurale en Roumanie depuis 1930, *Espace géographique*, 4: 312-318
- PECHOUX, P. Y., 1996. La Lituanie d'aujourd'hui : la restauration d'un Etat national dans son territoire, *Slavica occitania*, 3: 59-86.
- POULIQUEN, A., 1993. L'agriculture postcommuniste en Europe centrale : du choc excédentaire à la récession, *DEMETER 93*, Colin, Paris: 79-117.
- POULIQUEN, A., 1997. L'illusoire compétitivité agricole des PECO : vers l'élargissement des exportations de l'UE, *Le courrier des pays de l'est*, 416: 51-56.
- RAY ABRAHAMS ed., 1996. *After Socialism : Land reform and social change in Eastern Europe*, Berghahn Books, Oxford.
- REY, V., (sous dir.) 1996a. *Nouvelles campagnes de l'Europe centre orientale*, coll Espaces et Milieux, CNRS éditions, Paris, 208p.
- REY, V., 1996b. Les nouvelles campagnes dans l'Europe de l'entre-deux. *Agricultures et campagnes dans le monde*, Ed. J. Bonnamour, coll. DIEM, SEDES, Paris: 163-192.
- SYMES, D. & JANSENS, A. J., 1994. *Agricultural Restructuring and Rural Change in Europe*, Agricultural University, Wageningen, 325p.
- ZRINSCAK, G., 1994. Transition et contextes géographiques : les campagnes tchèques. *Transition, fragmentation, recomposition : la Tchéco-Slovaquie en 1992*, Ed. V.Rey. ENS Fontenay/St Cloud Editions, St.Cloud: 123-142.
- ZRINSCAK G., 1997. *Mutations des campagnes tchèques; une décollectivisation pragmatique*, coll. Mappemonde, Belin, Paris.
- Numéros de revues consacrées aux campagnes postsocialistes :
- BULLETIN DE L'ASSOCIATION DE GEOGRAPHES FRANÇAIS, 1992. *Les changements dans les agricultures d'Europe centrale*, Paris, 1 : 80 p.
- ESPACE RURAL, 1992. 30, *Les décollectivisations en Europe centrale*, Montpellier, 30: 2 vol.
- REVUE GEOGRAPHIQUE DES PYRENEES ET DU SUD-OUEST, 1993. *L'Europe entre deux modèles agricoles*, Toulouse, 63 (2): 120p.
- REVUE GEOGRAPHIQUE DE L'EST, 1995. *Mutations des campagnes d'Europe centrale*, Nancy: 99-208.
- REVUE D'ETUDES COMPARATIVES EST-OUEST, 1995. *Décollectivisations agraires en Europe centrale et orientale*, 3: 240p.
- GEOJOURNAL, 1996. *Agriculture in Eastern Europe : communism, the transition and the future*, 38 (2): 137-227.
- ECONOMIE RURALE, 1997. *L'ouverture de l'Union européenne aux pays de l'Europe centrale et orientale*, 240: 60p.

Violette REY